



Dr. Olivier Buirette

Tout a commencé au lendemain de l'auto-proclamation de l'indépendance du Kosovo, soutenue majoritairement par les Occidentaux. Ce 17 février 2008, nous étions au lendemain de cette ultime phase de la guerre de dissolution de la Yougoslavie qui a duré plus de dix ans. Ce fut alors le plus lourd bilan pour une guerre civile depuis la guerre d'Espagne. Déjà au pouvoir, Vladimir Poutine avait alors déclaré que la Russie ferait de même quand ce genre d'auto-proclamation irait dans le sens de ses intérêts. Très rapidement, lors de la crise qui devait survenir en Géorgie en août 2008, il fut fait de même avec l'indépendance proclamée des petites enclaves russes de la région. Cela avait aussi été le cas quelque temps auparavant avec la Transnistrie, enclave prorusse en République de Moldavie. Vint ensuite l'affaire de la Crimée qui devait revenir sous l'autorité de Moscou entre février et mars 2014 à la suite d'un référendum qui devait entériner le rattachement de cette presqu'île à la Fédération de Russie alors qu'elle faisait partie de la République d'Ukraine (État indépendant depuis 1991 à la suite de la chute de l'URSS). Ce fut ensuite ce que l'on a appelé la guerre du Donbass qui, à ce jour, n'est pas terminée et a fait près de 15 000 morts. Ce conflit devait provoquer la sécession d'une partie des provinces russophones de

Nouvelles tensions en Ukraine : où en sommes-nous depuis 2014 ?

l'Ukraine, à savoir les Républiques populaires de Donetsk (DNR) et de Lougansk (LNR). Au terme des accords de Minsk II, signés en 2015 entre la France, l'Allemagne, la Russie et les protagonistes ukrainiens, une solution de type fédérale avait été avancée afin de résoudre le conflit. Néanmoins, cette idée ne fut pas acceptée, Kiev souhaitant conserver la centralisation sur son territoire. Depuis, c'est l'alternance entre les cessez-le-feu et des moments de tensions puisque Moscou soutient activement les provinces russophones. La Russie signifie ainsi que dans ce cas, comme dans les cas cités plus haut, c'est bien là que se situe la ligne rouge, ces pays étant considérés comme faisant partie de la zone traditionnelle de l'influence russe.

Les choses ne se sont pas arrangées avec l'arrivée au pouvoir en mai 2019 à Kiev de Volodymyr Zelensky qui avait cherché un temps la voie de l'apaisement avec Moscou tout en entamant, sur le plan intérieur, une vaste campagne de lutte contre la corruption.

En effet, une tentative de solution aurait pu passer par la démilitarisation des Républiques russophones à l'autonomie auto-proclamée, mais Vladimir Poutine demandait aux Ukrainiens de faire de même. En même temps, le souhait de l'Ukraine de poursuivre son rapproche-

ment avec l'UE et de demander la protection, voire l'adhésion prochaine, à l'OTAN devait reprendre de plus belle. Les manœuvres militaires russes d'avril dernier à la frontière ukrainienne ont vraisemblablement rassemblé 50 000 hommes. Celles-ci devaient déclencher un début de crise internationale en raison de la crainte de voir l'Ukraine envahie, tandis que la distribution récente de 600 000 passeports russes aux ressortissants des Républiques de Donetsk et de Lougansk n'était pas là pour rassurer. La défiance était d'autant plus de mise que le nouveau président des États-Unis, Joe Biden, est beaucoup moins conciliant que Donald Trump vis-à-vis de Vladimir Poutine, qualifiant publiquement celui-ci de « tueur » et envoyant quelques navires de guerre en mer Noire pour intimider Moscou.

Cependant, un dialogue direct a pu être établi entre Moscou et Washington, et les navires de guerre de l'US Navy ont fini par rebrousser chemin. Finalement, le 23 avril, les manœuvres russes à la frontière ont pris fin. Ainsi, l'idée de choisir entre une politique de sanctions à l'encontre de la Russie — qui n'a jamais vraiment fonctionné — et l'organisation d'un nouveau sommet international sur le sujet semble avoir été tranchée.



Quoi qu'il en soit, cela marque l'échec relatif du processus de Minsk, une œuvre avant tout de François Hollande et d'Angela Merkel qui a laissé manifestement la place à un retour des États-Unis comme médiateur diplomatique. Joe Biden a déclaré « *America is Back* ». Reste à voir comment cette crise d'avril 2021 évoluera par la suite sous ce nouvel angle. Du côté russe, Moscou a montré sur ce terrain comme sur les autres sa fermeté. La diplomatie va devoir montrer toute sa dimension dans les temps à venir. On notera à titre de clin d'œil historique qu'en 2021, dans le cas de l'Ukraine, tout comme dans les années 1990, que le premier réflexe des pays voisins de la Russie est d'abord de demander à se placer sous la protection militaire de l'Alliance atlantique puis de candidater à l'entrée dans l'UE. Ce fut le cas pour quasiment la totalité du bloc de l'Est, et c'est objectivement le même réflexe qui anime les pays situés dans la zone d'influence russe et qui représente encore la « ligne rouge » que Moscou ne permet pas de franchir. Cette crise d'avril l'a montré une fois de plus.



Eren M. Paykal

Le mois dernier, nous avons évoqué un monde futuriste et imaginaire, composé d'entités confédérées à travers le globe. Il est vrai que le monde devrait prendre une dimension plus multipolaire, mais de là à créer des unions plus solides... Cela relève de l'ordre futuriste. Néanmoins, comme nous l'avions expliqué, des tentatives pour une coopération accrue entre les pays existent et, parmi celles-ci, le Conseil Turc — ou *Türk Keneşi* — pourrait avoir un rôle prépondérant en ce qui concerne la géographie turcophone.

Le premier sommet du Conseil a eu lieu au mois d'octobre 2011 à Almaty, au Kazakhstan, avec la participation de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, de la République kirghize et de la Turquie. Le président du Kazakhstan de l'époque, Nursultan Nazarbayev, a été l'un des pionniers les plus marquants du mouvement. Par conséquent, Nursultan Nazarbayev (qui a quitté volontairement la présidence de la République) occupe de façon méritée le poste de Président Honoraire du Conseil Turc.

Le monde turc : de possibles alliances

Le dernier sommet des chefs d'État a eu lieu récemment au Kazakhstan, mais en raison du contexte sanitaire, celui-ci s'est déroulé en visioconférence. Les chefs d'État des pays membres ainsi que M. Nazarbayev ont honoré le sommet. M. Nazarbayev a insisté encore une fois sur la nécessité d'une union linguistique et alphabétique (l'alphabet latin), un sujet qui lui tient particulièrement à cœur afin d'établir une coopération plus approfondie et concrète. Il a aussi souligné l'importance du commerce et des investissements entre les pays membres.

Bien sûr, pour aller de l'avant, il faudra une volonté politique commune, et ce en défendant les intérêts des pays membres. Durant le récent conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, la Turquie a apporté un soutien décisif à Bakou. Le Conseil avait auparavant exprimé sa préoccupation quant à l'occupation du territoire azerbaïdjanais par l'Arménie. La victoire de l'Azerbaïdjan fut égale-

ment l'occasion de mettre en avant une certaine communication et de créer un couloir entre le Nakhitchevan et l'Azerbaïdjan. L'union géographique est donc une réalité permettant un développement des relations commerciales avec l'établissement de lignes de chemin de fer directes et de routes notamment énergétiques avec la réalisation de gazoducs et oléoducs transportant le gaz et le pétrole de la mer Caspienne vers les marchés européens.

De même, il faut préciser que le Conseil devrait être plus actif dans le dossier chypriote, en appuyant la République turque de Chypre du Nord, en l'admettant comme membre observateur et en la reconnaissant par la suite en tant qu'État indépendant. Le Conseil devrait aussi agir de façon coordonnée sur les sujets concernant ses membres et favoriser l'adhésion de nouveaux États. Actuellement, les membres du Conseil Turc sont : l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan,

l'Ouzbékistan (depuis septembre 2019), la République kirghize et la Turquie. Le seul pays observateur est la Hongrie. Celle-ci a aussi exprimé sa volonté d'être membre à part entière dans un futur proche.

Mais c'est l'adhésion du Turkménistan qui représente un défi important pour le Conseil. Pays riche en hydrocarbures, le Turkménistan a une position stratégique enviable dans la région eurasiennne.

Pour conclure, rappelons que l'entourage du « monde turc » est complexe avec la Russie et la Chine en quête de suprématie régionale, de nouvelles ressources énergétiques et de nouveaux débouchés pour leurs exportations. En outre, l'Asie centrale est cruciale pour le projet chinois des nouvelles routes de la soie, officiellement nommé « Une ceinture et une route ». Ainsi, une union forte des pays turcophones ne pourra que renforcer leurs capacités à survivre en tant que puissance respectable et comme partenaire traité sur un pied d'égalité. C'est sans parler des possibles tensions qui pourraient survenir au Turkestan Oriental ou dans l'Azerbaïdjan iranien.

